Cowater Sogema

Les données probantes pour l'éducation des filles

Introduction

Selon l'UNESCO, à travers le monde 130 millions de filles âgées entre 6 et 17 ans ne fréquentent pas l'école. L'Afrique de l'Ouest et du centre a le plus haut taux d'exclusion scolaire, alors que 20% des jeunes âgés entre 6 et 11 ans ne fréquente pas l'école et que le taux d'exclusion atteint 40% au post-primaire. Cette situation représente un défi de taille dans l'atteinte de l'objectif 4 de développement durable des Nations unies. Cet objectif vise, d'ici 2030, l'accès de toutes et de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, notamment à un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire.

En Afrique subsaharienne, plusieurs années d'investissements internationaux et nationaux dans les systèmes éducatifs ont permis d'atteindre un taux de fréquentation des écoles primaires avoisinant les 75%. Ce taux atteint tout juste 32% au post-primaire. En milieu rural, le taux d'achèvement du secondaire atteint seulement 16% [1]*. Des défis de taille subsistent particulièrement quant à l'accès et au maintien des filles à l'école au post-primaire dans plusieurs pays. Ainsi, plusieurs reconnaissant désormais que l'accès universel à l'éducation passe également par l'accès et le maintien des élèves au niveau post-primaire. Dans ce contexte, le Canada a annoncé en janvier 2018 qu'il doublerait sa contribution au Partenariat mondial pour l'éducation afin d'améliorer l'accès des filles à l'éducation dans le monde et de favoriser leur maintien à l'école. Cela représente un investissement très important qui vaut la peine d'être célébré, mais il faudra beaucoup de travail et de créativité pour s'assurer que les fonds auront un impact important sur ceux et celles qui ont le plus besoin de soutien.*

[1] Prepared by the Data and Analytics Section; Division of Data, Research and Policy, UNICEF. Décembre 2017.

La Politique d'aide internationale féministe du gouvernement du Canada reflète l'importance d'un accès égalitaire pour les filles et les garçons, à travers son champ d'action principal, qui vise l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. C'est par le biais d'une collaboration étroite du Canada avec les gouvernements centraux et locaux des pays en développement que leurs capacités à développer des politiques et à mettre en œuvre des programmes intégrant l'égalité des genres seront améliorées. À travers son second champ d'action, la dignité humaine, le Canada reconnait également l'importance de développer des services accessibles aux populations vulnérables, notamment l'accès à une éducation de qualité, qui à long terme permettra une prospérité accrue des filles et des femmes.

Les problèmes auxquels sont confrontés les jeunes filles dans l'accès et le maintien à l'école sont bien connus : infrastructures déficientes, notamment en matière de latrines, formation des enseignant(e)s inadéquate pour favoriser la participation des filles en salle de classe, auxquels s'ajoutent les changements importants vécus par les filles à l'adolescence, les mariages précoces, les grossesses non désirées et le fardeau des travaux domestiques qui incombe principalement aux filles.

L'une des principales forces de CowaterSogema pour appuyer le renforcement d'institutions publiques inclusives, dont les services répondent aux besoins différenciés des femmes et des filles, est sa capacité à utiliser des données probantes afin d'améliorer les politiques et les programmes gouvernementaux pour qu'ils répondent aux besoins des populations, notamment aux besoins des filles. Depuis 2005, avec l'appui du gouvernement canadien, CowaterSogema travaille étroitement avec le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation du Burkina Faso (MENA) à renforcer les capacités de ses agent(e) à réaliser les exercices d'évaluation des acquis scolaires (ÉAS). Les données probantes récoltées dans le cadre des études quantitatives réalisées par le MENA sur les acquis scolaires dans l'éducation de base ont démontré que les apprentissages des élèves variaient considérablement au sein d'une même classe, mais que des disparités importantes existaient entre la performance des filles au primaire et au post-primaire. Devant ces données, il s'avérait donc important de comprendre les causes de ces différences sexospécifiques afin que le MENA puisse prendre les mesures nécessaires à l'amélioration des résultats des filles.

Asha-Rose
- Few wo
- Few wo
- Health
- Women

En 2017, par le biais du projet Société d'accompagnement au renforcement de capacités (SARC, 2013-2017), misant sur 10 ans d'investissements canadiens dans l'évaluation des acquis scolaires au Burkina Faso, CowaterSogema a appuyé le MENA dans la réalisation d'une étude qualitative portant sur les écarts dans les apprentissages entre les filles et les garçons. L'étude a révélé que les filles sont soumises à un volume de travaux domestiques qui réduit le temps consacré aux études et l'environnement familial tend à favoriser la performance des garçons. Les filles subissent également beaucoup de pression à la puberté; les enseignant(e)s sont peu outillé(e)s pour favoriser les apprentissages des filles et les latrines ne sont pas adéquates compte tenu des besoins spécifiques des filles à cet âge. De plus, il a été démontré que les filles réussissaient moins bien que les garçons en mathématiques et en sciences. Les garçons disposent de plus de temps d'étude et contrairement aux filles, ils se regroupent pour étudier ce qui les avantage en mathématiques et en sciences. Le manque de modèle féminins est également un facteur impactant sur la motivation des filles dans ces domaines. Le ministère de l'éducation burkinabè dispose désormais d'une étude complète qui lui permettra d'améliorer ses politiques et ses programmes afin qu'ils répondent aux besoins spécifiques des filles.

Le Canada, par le biais du projet SARC, a également consolidé l'intégration de la Politique nationale Genre (PNG) au sein d'une réforme majeure entreprise par le MENA au cours des dernières années : la réforme curriculaire. En appuyant l'élaboration du Cadre d'orientation du curriculum (COC), qui précise notamment les orientations officielles sur les nouveaux fondements de l'éducation de base, le processus d'élaboration des nouveaux programmes et leurs documents d'accompagnement, et qui aborde l'évaluation des apprentissages, le pays s'est assuré d'avoir tous les outils nécessaires pour mettre en œuvre une approche pédagogique adaptée à l'évolution socioéconomique du Burkina Faso, qui préconise l'inclusion et la parité dans l'accès à l'éducation pour les filles et les garçons.

Perspectives

Il reste beaucoup à faire afin de contribuer à améliorer la qualité des apprentissages pour toutes et pour tous, garçons et filles, dans les pays en développement, de même que pour assurer le maintien des filles à l'école. Il est primordial que les besoins spécifiques des filles soient pris en compte tant dans l'enseignement que dans l'infrastructure et ce, principalement au niveau du post-primaire. En effet, c'est entre 12-16 ans que les filles absorbent le plus d'acquis essentiels pour accéder par la suite aux opportunités économiques. De plus, un maintien des filles à l'école permet également un meilleur accès aux notions de santé sexuelle et reproductive, favorisant sur le plus long terme la santé maternelle et néo-natale.

C'est en renforçant les institutions publiques, notamment les ministères de l'éducation dans les pays en développement que le Canada peut faire une différence. Ainsi, en utilisant les données probantes générées au sein même des ministères, le Canada est en position privilégiée pour agir à titre de leader en matière de soutien à un meilleur accès des filles à l'école et à leur maintien en classe pendant une période de leur vie critique à leurs apprentissages.

Une approche féministe du

développement :

ça commence par nous

info@cowatersogema.com

+1 (613) 722 - 6434

275 Slater Street, Suite 1600,
Ottawa, ON, CANADA
K1P 5H9

WWW.COWATERSOGEMA.COM